**CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION
A L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX**

RAPPORT

sur les

2^e et 3^e sessions internationales de formation à l'EPU

Genève, du 3 au 7 mai 2009 et du 3 au 9 décembre 2009

Lieu: Maison internationale des Associations et Palais des Nations, Genève

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
I. RESUME	3
II. PRESENTATION DU CIFEDHOP	4
III. STRUCTURE ET OBJECTIFS DES SESSIONS	4
IV. PROGRAMMES	5
V. PRINCIPAUX POINTS DE REPÈRES	5-8
VI. MATERIEL ÉCRIT	8
VII. PROFIL DES PARTICIPANTS	9
VIII. CRITÈRES DE SÉLECTION DES Participants	9
IX. SUBVENTIONS	10
X. EVALUATION	10
XI. SUIVI	10-11
XII. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	11-12

I. RESUME

Le CIFEDHOP a organisé à Genève ses 2^{ème} et 3^{ème} sessions internationales de formation à l'EPU du 3 au 7 mai et du 3 au 9 décembre 2009, à l'ONU et à la Maison des Associations. L'objectif visait à former les acteurs de l'éducation et de la société civile à l'EPU du Conseil des droits de l'homme.

26 participants issus d'institutions scolaires, d'universités et d'ONG nationales et/ou régionales, originaires des 13 pays suivants y ont participé : Australie, Burkina Faso, Canada, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, France, Haïti, Kenya, Maroc, Qatar, Sénégal et Suisse.

Les participants ont été formés à la procédure de l'EPU. Ils ont rencontré des acteurs établis à Genève, partagé les expériences d'organisations provenant des pays examinés, préparé leurs propres stratégies de communication, de participation, de sensibilisation et d'éducation.

En terme de suivi dans leur pays, les participants se sont engagés à développer diverses initiatives visant à permettre :

- la restitution des connaissances apprises à Genève auprès des ONG, des milieux éducatifs et des médias ;
- la mise en place d'une coalition nationale et/ou d'un cadre de concertation sur l'EPU ;
- l'élaboration de supports d'information pour les milieux éducatifs ;
  - le lancement de campagnes de presse pour sensibiliser les établissements scolaires et l'opinion publique.

Par ailleurs, ils ont aussi recommandé au CIFEDHOP de :

- poursuivre, à Genève, la tenue de sessions internationales de formation à l'EPU pour les enseignants et les éducateurs ;
- publier des documents pédagogiques pour les milieux éducatifs et assurer leur diffusion lors des sessions du Conseil des droits de l'homme.

II. PRESENTATION DU CIFEDHOP

Depuis 27 ans, le CIFEDHOP organise, chaque année à Genève, une session internationale de formation à l'intention des enseignants et des spécialistes de l'éducation aux droits de l'homme en français, anglais et/ou espagnol. Ces sessions annuelles permettent aux éducateurs, enseignants, pédagogues, responsables d'ONG, experts gouvernementaux et non gouvernementaux de se rencontrer et d'échanger dans le but de produire des savoirs et développer des pédagogies visant à promouvoir le respect des droits et des libertés fondamentales dans leurs contextes respectifs.

Depuis la création du Conseil des droits de l'homme, les sessions traditionnelles pédagogiques du CIFEDHOP ont été remplacées par la tenue de trois réunions internationales d'experts en vue d'analyser les conséquences de la création du Conseil pour l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme .

Au terme de ces trois réunions internationales d'experts, le CIFEDHOP a repris ses sessions de formation et a organisé, à Genève trois sessions internationales de formation à l'EPU à l'attention des acteurs de l'éducation et de la société civile (septembre 2008, mai 2009 et décembre 2009).

Par ailleurs, le CIFEDHOP tient également des sessions de formation régionales et nationales en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, en Europe de l'Ouest et de l'Est, ainsi que dans le monde arabe . La diffusion des travaux réalisés respectivement par les sessions internationales et régionales est assurée par la publication des *Collections Thématiques* et *Perspectives régionales*.

III. STRUCTURE ET OBJECTIFS DES SESSIONS

L'objectif des 2^{ème} et 3^{ème} sessions internationales de formation à l'EPU visait à former les acteurs de l'éducation et de la société civile à l'EPU aussi bien aux niveaux de la phase préparatoire qu'à celui du suivi dans les pays.

La structure s'articulait autour des volets suivants :

- ☐ introduction au Conseil des droits de l'homme et à l'Examen périodique universel (EPU) ;
- ☐ présentation d'expériences de coalitions nationales ;
- ☐ préparation des 5 étapes de l'EPU ;
- ☐ activités relatives à l'examen national ;
- ☐ contribution à l'évaluation de l'éducation aux droits de l'homme dans le rapport national ;
- ☐ élaboration de stratégies éducatives de sensibilisation.

IV. PROGRAMMES

Les 2^{ème} et 3^{ème} sessions se sont tenues à l'ONU et à la Maison des Associations. Elles ont été placées sous les auspices de la Direction du développement et de la coopération (DDC), de la République et Canton de Genève et de la Ville de Genève.

Les sessions se sont déroulées en deux langues - française et anglaise - et ont comporté 35 heures de travaux chacune. Les participants sont restés quelques jours après la session pour suivre les travaux de l'EPU.

4.1. Inauguration

La deuxième session internationale a été inaugurée aux Nations Unies, à Genève, le 3 mai (voir, Programme, Annexe1) par :

- Mme Monique Prindezis, Directrice du CIFEDHOP ;
- M. Yves Lador, Conseiller auprès du CIFEDHOP ;
- M. Joshua Cooper, Directeur, Institut hawaïen des droits de l'homme.

La troisième session a été inaugurée à la Maison des Associations, à Genève, le 3 septembre par :

- M. Guy-Olivier Segond, Président du Conseil de fondation du CIFEDHOP ;
- Mme Murielle Berset-Kohen, Ministre, Droits humains et Affaires humanitaires, Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies ;
- Mme Fabienne Bugnon, Directrice, Office des droits humains, Genève
- M. André Klopmann, Chargé des ONG internationales, République et Canton de Genève.
- Mme Monique Prindezis, Directrice du CIFEDHOP.

V. PRINCIPAUX POINTS DE REPERE DES SESSIONS

5.1. Introduction au Conseil des droits de l'homme et à l'EPU

Intervenant : Yves Lador, Conseiller auprès d'organismes internationaux

Dès sa création par la Résolution 60/251 de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 15 mars 2005, le Conseil des droits de l'homme a accordé une place importante à l'éducation aux droits de l'homme. Le § 5 de la Résolution 60/251, qui dresse la liste des tâches et d'objectifs du Conseil, précise dès son point a) que le Conseil doit «promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine des droit de l'homme».

L'examen périodique universel (EPU) est l'innovation marquante du nouveau Conseil des droits de l'homme en 2006. Il est universel, non sélectif et répété. Tous les Etats sont examinés une première fois, au cours des quatre années du premier cycle actuel, devant le Groupe de travail chargé de cet examen qui est constitué des 47 Etats membre du Conseil. Chaque Etat y présente son propre rapport. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme y ajoute une synthèse des références faites par des organes de l'ONU à la situation des droits de l'homme dans le pays et un résumé d'autres sources pertinentes, notamment celles des ONG. Le Groupe de travail consacre 3 heures de discussion avec chaque Etat. A la suite de cette discussion, une « troïka » de 3 Etats, venant chacun d'une région différente, présente à la session plénière du Conseil des conclusions et

recommandations.

Les acteurs de l'éducation et de la société civile sont directement interpellés par cette nouvelle procédure : premièrement, parce qu'ils sont amenés à nourrir les discussions de leurs informations qui seront condensées dans le rapport du Haut Commissariat sur les autres sources pertinentes ; deuxièmement, parce que le rapport que l'Etat doit présenter doit être préparé avec une participation de la société, comme le recommande la résolution 5/1.

Il est donc très important que, dans chaque pays, la société civile soit informée, préparée et encouragée suffisamment tôt pour contribuer à cet examen et participer aux discussions nationales. Cette participation publique demande une mobilisation des acteurs de l'éducation, de la formation et de l'information, en plus de celle des organismes déjà engagés dans la protection et la promotion des droits de l'homme. Tous ces acteurs doivent rester actifs lors de la discussion à Genève, en rapportant les conclusions et recommandations et en assurant le suivi sur le terrain.

5.2 Présentation d'expériences de coalitions nationales

Intervenants : Akoua Myrene Maxime Tanoh, EIP-CI ; Marie-Gisèle Soho, APDH ;

David Matthey-Dorey, CODAP

5.2.1 A titre d'exemple de mobilisation de la société civile, Mesdames Akoua Myrene Maxime Tanoh et Marie-Gisèle Soho ont présenté les stratégies et activités développées par la coalition nationale des ONG de la Côte d'Ivoire, notamment :

- campagne nationale de formation sur la méthodologie d'élaboration du rapport national et du recueil de données ;
- 7 localités ont été ciblées (Abidjan, Gagnoa, San-Pedro, Man, Odienné, Yamoussoukro et Bondoukou) ;
- Mise sur pied d'un comité de rédaction du rapport ;
- Appui aux organisations membres pour l'élaboration de rapports thématiques.

La coalition nationale a bénéficié du soutien du CIFEDHOP, du CODAP, de l'Ambassade Suisse, du bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme, du MBDHP et du CICR.

M. David Matthey-Dorey a présenté la stratégie et les étapes développées par les ONG suisses pour le passage d'5.2.2 e la Suisse devant l'EPU. Ces étapes ont été les suivantes :

- ☐ informer l'ensemble des acteurs de la société civile suisse sur ce nouveau mécanisme et faire prendre conscience de l'importance de porter certaines questions au plan international pour améliorer les situations locales ;
- ☐ création d'une coalition de 30 ONG et production d'une contribution commune adressée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme ;
- ☐ lobbying auprès des délégations des Etats pour leur soumettre les recommandations de la coalition.

Les défis prioritaires identifiés par la coalition ont été les suivants :

- ☐ mise sur pied d'une instance indépendante pour les droits humains et plans d'action nationaux ;
- ☐ restrictions imposées aux droits des personnes migrantes ;
- ☐ renforcer le cadre juridique en matière de lutte contre les discriminations ;
- ☐ absence de justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels.

En terme de suivi, les ONG ont défini les actions prioritaires suivantes :

- ☐ présentation des résultats de l'EPU auprès des autorités locales et de la société civile ;
- ☐ lobbying auprès des autorités fédérales pour la création d'une institution nationale des droits de l'homme en Suisse ;
- ☐ lobbying pour obtenir des réunions régulières réunissant les autorités fédérales et cantonales sur le suivi des recommandations ;
- ☐ intégrer les recommandations dans le travail des ONG.

M. David Matthey-Dorey a conclu sur un bilan positif quant à la mobilisation de la société civile sur la situation des droits de l'homme en Suisse, qui a permis de faire ressortir l'expertise de chaque organisation et l'engagement du pays en matière de droits de l'homme.

5.3. Préparation des 5 étapes de l'EPU

Intervenant : Philippe Dam, Human Rights Watch, Genève.

En vue de contribuer au rapport national, les étapes du processus de participation des ONG à l'EPU ont été présentées. Ces étapes comportent notamment, l'utilité d'effectuer un bilan national de la situation des droits de l'homme, l'opportunité de former une coalition, et l'identification des contributions de la communauté internationale des Etats utiles au respect des droits de l'homme par le pays. L'importance des délais pour la soumission du rapport, la participation des ONG à la session du groupe de travail à Genève ainsi que le lobby ont permis aux participants de prendre conscience de l'ampleur de la tâche qui les attendait.

5.4. Ateliers de préparation de l'EPU

Intervenant : M. Roland Chauville, UPR-info.org,

En introduction aux ateliers, M. Roland Chauville a présenté le site UPR-info.org, premier site internet entièrement consacré à l'Examen périodique universel. Y figurent notamment : les rapports, les résumés et compilations des ONG des États examinés et du Haut-Commissariat ; le résumé de chaque examen ; les rapports du groupe de travail ; les documents finaux et les recommandations ; le webcast des examens ; les communiqués de presse des ONG et des analyses par UPR-Info et d'autres ONG. Ce site est d'une très grande importance pour les ONG nationales qui ont ainsi la possibilité de se tenir au courant des derniers développements de l'EPU.

5.5. Groupes de travail

Les participants ont travaillé en groupe pour définir les actions éducatives préparant l'EPU et l'élaboration de stratégies éducatives de sensibilisation qu'ils vont développer de retour dans leur pays. Ils les ont présentées aux participants. Les discussions ont permis de comprendre les différents contextes dans lesquels ils travaillent pour promouvoir et défendre les droits de l'homme. Des recommandations émises, il ressort principalement l'importance de développer des coalitions nationales, de définir des thèmes prioritaires, de prendre contact avec l'Etat et d'associer les médias afin de sensibiliser l'opinion publique.

5.6. Contribution à l'évaluation de l'éducation aux droits de l'homme dans le rapport national

Intervenants : Ramdane Babadji, Professeur de droit, Université Paris VI ;

Monique Prindezis, CIFEDHOP

Mme Prindezis a procédé à une présentation de l'histoire du CIFEDHOP en tant qu'institut spécialisé dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme. A cet égard, elle a retracé de manière synthétique les étapes qui ont conduit à sa création. Elle a donné un aperçu des nombreuses sessions qu'il a organisées ainsi que des différents matériels pédagogiques qu'il a élaborés en vue de promouvoir l'éducation aux droits de l'homme : livres, brochures, DVD, etc.

M. Babadji a tout d'abord rappelé la place de l'EDH en droit international. Elle figure ainsi dans la DUDH de 1948 et a été reprise dans de nombreux traités internationaux qui l'abordent chacun en fonction de ses buts : pactes des droits économiques, sociaux et culturels, convention des droits de l'enfant, convention pour l'élimination de la discrimination raciale, convention contre l'élimination à l'égard des femmes, etc. Il en a tiré comme conclusion que l'EDH est une obligation contractée par la très grande majorité des Etats qui compose la société internationale.

L'orateur a passé ensuite en revue la pratique des différentes institutions internationales concernées : comités conventionnels, dont notamment le comité des droits de l'enfant, le rapporteur spécial sur le droit à l'éducation et le Conseil des droits de l'homme. Il en a tiré la conclusion que l'EDH ne bénéficie pas d'un traitement à la mesure de son importance alors même que la résolution de l'Assemblée générale créant le Conseil des droits de l'homme en souligne l'intérêt et qu'un projet de Déclaration est en cours d'élaboration.

VI. MATERIEL ECRIT

Une documentation spécialisée sur le Conseil des droits de l'homme et les publications du CIFEDHOP ont été distribuées à chaque participant.

VII. PROFIL DES PARTICIPANTS

26 participants issus d'institutions scolaires, d'universités et d'ONG nationales et/ou régionales originaires des 13 pays suivants ont participé aux deux sessions : Australie, Burkina Faso, Canada, Congo (RDC), Etats-Unis d'Amérique, France, Haïti, Kenya, Maroc, Qatar, Sénégal, Suisse.

7.1. Intervenants extérieurs

9 spécialistes d'organisations internationales non gouvernementales basées à Genève ont présenté des communications et répondu aux attentes des participants.

VIII. CRITERES DE SELECTION DES PARTICIPANTS

Les critères de base de la sélection des participants ont été les suivants :

- leur compétence juridique et pédagogique dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme ;
- leur appartenance à un réseau international, régional et national de promotion et de protection des droits de l'homme;
- la connaissance d'une des deux langues de travail ;
- la modicité de leurs moyens et l'impossibilité pour leurs ONG et/ou institutions de couvrir leurs frais ;
- la consolidation du réseau d'experts du CIFEDHOP dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme en vue de développer de nouvelles stratégies d'action en lien avec le Conseil des droits de l'homme.

IX. SUBVENTIONS

Ont contribué aux frais d'organisation du séminaire, à l'octroi de bourses et aux frais de documentation des participants :

- la Direction du développement et de la coopération (DDC), Berne ;
- la République et Canton de Genève ;
- la Ville de Genève ;
- le Haut Commissariat aux droits de l'homme, Genève.

X. EVALUATION

La participation, la ponctualité et l'assiduité des participants ont été irréprochables. Ils ont pu pleinement profiter de la possibilité d'échanger avec leurs collègues et d'apprendre d'autres réalités. L'encadrement pédagogique a été très apprécié et a contribué à la réussite des deux sessions.

Les participants ont exprimé une grande satisfaction concernant :

- la méthodologie utilisée pour comprendre l'EPU, sa portée et ses enjeux ;
- le dynamisme des intervenants et la qualité de leurs présentations ;
- les activités pédagogiques ;
- le partage d'expériences ;
- les documents pertinents et utiles qui leur ont été distribués et qui ont été rassemblés dans un CD.

Tous les participants ont reçu un Certificat de participation (voir, Annexe 6, Certificats).

XI. SUIVI

Les participants ont présenté des stratégies de suivi qu'ils comptent développer dans leur pays :

- restitution des connaissances apprises à Genève auprès des acteurs de la société civile et de l'éducation;
- mise en place d'une coalition nationale et/ou d'un cadre de concertation sur l'EPU ;
- contact avec l'Etat et les parlementaires ;
- sensibilisation de l'opinion publique ;
- élaboration de supports d'information pour les milieux éducatifs ;
- campagnes de presse pour les populations et les établissements scolaires ;
- relations d'information avec le Haut Commissariat des droits de l'homme.

Les travaux de suivi seront mis en ligne sur la plateforme EPU créée par le CIFEDHOP.

11.1. Publication

Les publications du CIFEDHOP sont largement diffusées dans le monde et rencontrent un réel succès. Elles constituent un matériel de référence apprécié dans le domaine juridique et pédagogique et aident enseignants, éducateurs et ONG à développer des activités de sensibilisation, de promotion et d'éducation aux droits de l'homme dans leur pays. Elles sont distribuées gratuitement aux ONG et aux gouvernements lors des séances Conseil de l'homme par le Welcome Desk des ONG.

Ont été publiés à ce jour : -14 numéros de la *Collection Thématique* ; -3 numéros de la *Collection Perspectives régionales : Vues d'Afrique* ; -1 étude sur *Les fondements juridiques de l'éducation aux droits de l'homme en droit international* (français, anglais, espagnol).

Le CIFEDHOP entend poursuivre ses publications sur les institutions basées à Genève du système international de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment, des analyses pertinentes pour les milieux éducatifs et la diffusion de ces informations dans un format utilisable par les milieux éducatifs.

11.2. Effets démultiplicateurs

La mise en réseau des participants, la diffusion des travaux du CIFEDHOP au sein de leurs institutions et le travail de suivi de l'EPU constituent, à court et à moyen terme, les effets démultiplicateurs des sessions internationales.

Par ailleurs, grâce aux technologies de l'information et de la communication, le CIFEDHOP poursuit son expertise dans les domaines suivants :

- l'intégration des droits de l'homme dans les curricula et la formation des formateurs ;
- la diffusion de ses publications auprès des ministères de l'Éducation, des Facultés d'éducation, des Instituts pédagogiques et des ONG ;
- les conseils aux enseignants en matière d'organisation de sessions de formation aux plans local et national ;
- la mise en ligne sur le site Internet de ses programmes et publications ainsi que sur la plateforme de suivi sur l'EPU.

XII. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

La création du Conseil des droits de l'homme a transformé l'architecture et le fonctionnement du système onusien de protection et de promotion des droits de l'homme. Sa principale innovation est l'EPU, qui est une procédure à la fois politique et systématique. Cette procédure ne se substitue pas aux mécanismes existants, mais tend plutôt à les englober et à introduire une certaine systématisation dans l'appréciation de la pratique des Etats. De plus, le corpus retenu par la Résolution de l'Assemblée générale va au-delà d'une définition stricte des droits de l'homme puisqu'il englobe le droit international humanitaire (Conventions de Genève sur la protection des personnes dans les situations de conflits) et le droit pénal international.

Dès lors, tous les milieux qui effectuent de la formation, de l'éducation ou de la sensibilisation aux droits de l'homme, qu'ils soient institutionnels, comme les établissements scolaires, ou hors institutions, comme les ONG, doivent revoir et mettre à jour le contenu de leurs activités. Les milieux éducatifs touchent des publics au-delà de ceux des organisations classiques de défense des droits de l'homme. Ils doivent pouvoir accéder aux informations répondant à leurs propres besoins.

C'est en venant à Genève, en fonction du calendrier des examens fixé par le Conseil des droits de l'homme pour le premier cycle de 4 ans, que les milieux éducatifs pourront se préparer à l'examen de leur pays, en se familiarisant avec les acteurs et le fonctionnement du Conseil et en précisant leurs attentes pertinentes pour leur contexte.

Au terme de ces deuxième et troisième sessions internationales de formation à l'EPU, riches par leurs contenus, par leur diversité culturelle et par les résultats positifs qui en sont issus, le CIFEDHOP envisage de :

- poursuivre, à Genève, la tenue de sessions internationales de formation à l'EPU à l'attention des enseignants et des éducateurs ;
- publier des documents pédagogiques à l'attention des milieux éducatifs et assurer leur diffusion lors des sessions du Conseil des droits de l'homme ;
- travailler en étroite collaboration avec ses partenaires ;
- diffuser sur la plus grande échelle possible les pratiques innovantes relatives à l'éducation aux droits de l'homme et porter celles-ci à la connaissance des organisations intergouvernementales, des ministères de l'Éducation et des ONG ;
- favoriser la démultiplication des interventions éducatives sur le terrain ;
- poursuivre la tenue de sessions nationales de base développées par le CIFEDHOP depuis 1988, notamment en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie, en Europe centrale et orientale ainsi que dans le monde arabe.

Nous remercions les donateurs pour leur soutien moral et financier, les participants pour la qualité de leurs contributions et les intervenants pour la somme de travail qu'ils ont bien voulu consacrer avant et pendant la session.

Monique Prindezis

Genève, le 15 février 2010